

Glossaire

AA	Administrateur auxiliaire	Assistance au développement pour les réfugiés (DAR)	Aide supplémentaire au développement destinée à améliorer la répartition des charges et à soulager les pays qui accueillent d'importantes populations de réfugiés ; à promouvoir la qualité de vie des réfugiés et à encourager leur autosuffisance en attendant que des solutions durables soient trouvées à leur sort ; à améliorer la qualité de vie des communautés d'accueil.
Acquis	Terme désignant, dans le cadre de l'Union européenne, un ensemble de traités et d'accords communs relatifs à la coopération en matière d'asile.		
Action 1	Définition des activités fondamentales de l'UNHCR : caractère central de la fonction de protection, capacité d'assistance et de réponse aux situations d'urgence de l'UNHCR, rôle du personnel dans l'accomplissement de la mission de l'Organisation	BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
Action 2	Analyse des préoccupations immédiates de l'Organisation, découlant de l'insuffisance des ressources, et étude des moyens permettant de réaliser des économies, en fonction des priorités définies durant l>Action 1.	BFCNU	Base de données des fournisseurs communs des Nations Unies
Action 3	Étude des problèmes de collecte de fonds, avec une mise en évidence de la nécessité d'instituer des mécanismes de financement adéquats pour satisfaire aux besoins découlant des programmes de l'Organisation	BIDDH	Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme
ADB	Banque asiatique de développement	BIT	Bureau international du travail
AfDB	Banque africaine de développement	BSP/ONU	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
AFIS	Système automatique d'identification des empreintes digitales	CAC	Comité administratif de coordination
AIIA	Action pour les droits de l'enfant	CAD	Comité d'aide au développement
ARC	Appointments and Promotions Board	CAP	Consultations Asie-Pacifique
		CASWANAME	Bureau régional pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
		CCA	Évaluation commune des pays
		CCS	Conseil des Chefs de secrétariat
		CCQPO	Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux activités opérationnelles

CdE	Conseil de l'Europe	
CDG	Cadre de développement global	Commissaire lors de la cinquante-troisième session du Comité exécutif, en octobre 2002.
CDI	Commission du droit international	CPI
CDS	Centre de détention spécial	Comité permanent interorganisations
CE	Commission européenne	CPR
CEAH	Comité exécutif sur les affaires humanitaires	Réseau de prévention des conflits et de reconstruction après les conflits
CEDAW	Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes	DAFI
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest	Programme allemand Albert Einstein de bourses universitaires pour les réfugiés
CEI	Communauté d'États indépendants	DDC
CERE	Conseil européen sur les réfugiés et les exilés	Développement par l'intégration sur place (DLI)
CIAB	Conseil international des agences bénévoles	Stratégie proposée par le Haut Commissaire lorsque l'intégration des réfugiés dans leur pays d'accueil est une solution viable. Elle consiste à solliciter une assistance supplémentaire au développement afin de remédier durablement au sort des réfugiés par le biais de l'intégration sur place.
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	DIH
CIO	Comité international olympique	Droit international humanitaire
CIP	Plan d'exécution global	Dublin II
Clauses de cessation	Dispositions légales indiquant les conditions dans lesquelles le statut de réfugié devient caduc.	Effectif dès le 1er septembre 2003. Le Règlement fournit une base légale afin d'établir les critères et les mécanismes pour déterminer l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile d'un citoyen d'un pays tiers dans l'un des Etats-membres de l'UE (excl. Danemark mais incl. l'Islande et la Norvège).
CNP	Comité des nominations et des promotions	DPA
Comex	Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire	Département des affaires politiques (ONU)
Convention Plus	Accords « spéciaux » multilatéraux destinés à compléter la Convention de 1951 sur les réfugiés. Ils visent à instituer des arrangements conjoints dans les secteurs où des engagements multilatéraux sont nécessaires et négociables. Cette initiative, conçue pour renforcer la Convention de 1951, a été présentée par le Haut Commissaire lors de la cinquante-troisième session du Comité exécutif, en octobre 2002.	DPKO
		Département des opérations de maintien de la paix (ONU)
		DSR
		Détermination du statut de réfugié
		ECHO
		Office humanitaire de la Communauté européenne
		ELENA
		Réseau juridique européen sur l'asile

EMTP	Programmes de formation à la gestion des situations d'urgence	ICRIRR	Conférence internationale sur l'accueil et l'intégration des réfugiés
EPG	Groupe de personnalités éminentes	IFR	Initiative des femmes rwandaises
ERC	Coordonnateur des secours d'urgence	IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ERISS	Système électronique de soumission et d'information sur la réinstallation	KFOR	Force multinationale de paix au Kosovo
Ex-RYM	ex-République yougoslave de Macédoine	KIMS	Système de gestion des informations et des documents
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	LIFE	<i>Learning In and From Emergencies</i>
FAOP	Accord-cadre pour les partenariats opérationnels	MERCOSUR	<i>Mercado Común del Sur - Marché commun du Sud</i>
FDE	Fonds de développement européen	MGF	Mutilations génitales féminines
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	MINUK	Mission des Nations Unies pour l'administration transitoire du Kosovo
FMI	Fonds monétaire international	MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	MINURSO	Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	MONUC	Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo
FRAME	Cadre d'évaluation et de suivi de l'environnement dans les opérations en faveur des réfugiés	MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
FSI	Fonds de soutien immédiat	MOU	Mémorandum d'accord
GCC	Conseil de coopération du Golfe	MST	Maladies sexuellement transmissibles
GIP	Groupe international de police	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
HCDH	Haut Commissaire (des Nations Unies) aux droits de l'homme	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
HCMN	Haut Commissaire (de l'OSCE) aux minorités nationales	OCHA	Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
IAAP	Groupe consultatif interorganisations	ODPR	Bureau des personnes déplacées et des réfugiés
IAPSO	Bureau des services d'achat interorganisations (PNUD)		

OHR	Bureau du Haut Représentant (Bosnie-Herzégovine)	PIB	Produit intérieur brut
OIM	Organisation internationale pour les migrations	PIR	Projets à impact rapide
OIOS	Services de contrôle interne des Nations Unies	PKF	Forces de maintien de la paix
OMS	Organisation mondiale de la santé	PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
OIT	Organisation internationale du travail	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ONUSIDA	Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	POP	Planification orientée vers la population
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	PPMS	Système de gestion du programme et de la protection
PAC / PAG	Processus d'appel consolidé / Procédure d'appel global	<i>prima facie</i>	Pratique en vertu de laquelle tout individu faisant partie d'un afflux massif est considéré comme un réfugié (réfugié de prime abord ou <i>prima facie</i>).
PAD	Peuples anciennement déportés : peuples qui ont été déportés de leur patrie historique pendant la période soviétique. Les personnes appartenant à cette catégorie sont parfois apatrides. (Cette définition, qui s'applique à des situations dans les pays de la CEI, n'a ni portée universelle ni force contraignante.)	Projet de renouvellement des systèmes de gestion (PRSG)	Projet visant à remplacer des systèmes informatiques dépassés par de nouveaux systèmes d'information dans les fonctions suivantes : Finances, Chaîne d'approvisionnement, Ressources humaines et États de paie.
PAM	Programme alimentaire mondial	PTF	Personnes transférées de force : personnes qui ont été contraintes de regagner le pays dont elles ont la nationalité en raison de circonstances ayant mis leur vie en danger, telles que des conflits armés, des troubles internes, des conflits ethniques ou des violations systématiques des droits de l'homme, et qui ont besoin d'une assistance pour se réinstaller dans ce pays. (Cette définition, qui s'applique à des situations dans les pays de la CEI, n'a ni portée universelle ni force contraignante.)
PAR	Rapport d'appréciation du comportement professionnel		
PARinAC	Partenariat en Action		
Pays tiers sûr	Concept permettant de refuser l'asile pour des raisons techniques relatives à l'itinéraire emprunté par le demandeur, qui a traversé un ou plusieurs pays.		
PDI	Personne déplacée à l'intérieur du territoire		
PHARE	Assistance pour la reconstruction de l'économie - Programme de l'Union européenne étendu ensuite à d'autres pays d'Europe centrale et d'Europe orientale	RCSNU	Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies

« 4 R » Rapatriement, Réintégration, Réhabilitation et Reconstruction	Dans les pays d'origine qui sortent d'un conflit, le Haut Commissaire propose de mettre en œuvre le concept des « 4 », qui réunit des acteurs et des fonds humanitaires et de développement. Il vise à établir des liens entre les quatre processus afin d'éviter d'autres exodes massifs, de faciliter le rapatriement viable et de favoriser la bonne gouvernance.	SGO	Système de gestion des opérations
Refoulement	Renvoi d'une personne vers un territoire sur lequel elle risque d'être persécutée ou transférée sur un autre territoire où elle serait exposée à des persécutions.	Solution de la fuite / du relogement à l'intérieur du pays	Idée selon laquelle les réfugiés devraient chercher un lieu où ils seraient en sécurité dans leur pays d'origine, avant de solliciter l'asile dans un pays étranger - contraire aux principes fondamentaux de la protection des réfugiés.
Réfugiés relevant du mandat	Personnes qui ont été reconnues comme réfugiées par l'UNHCR agissant en vertu de son Statut et de la résolution pertinente de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le statut de réfugié relevant du mandat est particulièrement important dans les États qui n'ont adhéré ni à la Convention de 1951 ni au Protocole de 1967.	SRSG	Représentant spécial du Secrétaire général (Nations Unies)
RH	Ressources humaines	TACIS	Assistance technique à la Communauté d'États indépendants (Union européenne)
RO	Réserve opérationnelle	THAP	Personnes bénéficiant d'une assistance humanitaire à titre temporaire
SADC	Communauté pour le développement de l'Afrique australe	UA	Union africaine (précédemment Organisation de l'unité africaine, OUA)
SAS	Stratégie d'autosuffisance	UE	Union européenne
SEAD	Développement des petites activités économiques	UNCAS	Services aériens communs des Nations Unies
SFDI	Fonds social pour le développement des PDI	UNCT	Équipe des Nations Unies dans le pays
SFOR	Force de stabilisation (Bosnie-Herzégovine) (OTAN)	UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SGBV	Violence sexuelle ou liée à l'appartenance sexuelle	UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement
SGC	Système de gestion des carrières	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
SGED	Système de gestion électronique des documents	UNF	Fondation (Turner) pour les Nations Unies
		UNHCR 2004	Processus présidé par le Haut Commissaire, consistant à examiner comment l'Organisation pourrait être plus solidement positionnée pour remplir son rôle de principale institution chargée de remédier aux problèmes des réfugiés.

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	et expressément autorisé par le Responsable désigné.
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	Phase trois - réinstallation : signe d'une dégradation substantielle des conditions de sécurité, qui peut entraîner la réinstallation des membres du personnel ou des membres de leur famille y ayant droit.
UN-IP	Programme de développement intégré des Nations Unies	Phase quatre - suspension des programmes : tous les fonctionnaires internationaux dont la présence était jusqu'alors jugée indispensable à la poursuite des activités prévues aux programmes sont évacués, à l'exception des fonctionnaires directement impliqués dans des opérations d'urgence et de secours humanitaires ou des affaires de sécurité.
UNMIBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine	Phase cinq - évacuation : la décision d'activer la phase cinq, soumise à l'approbation du Secrétaire général indique une extrême dégradation de la situation, exigeant le départ de tous les fonctionnaires internationaux du pays.
UNOCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	
UNOCHI	Bureau du Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en Iraq	
UNSECOORD	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité	
Phases du plan de sécurité des Nations Unies	<p>Le plan de sécurité est propre au pays et tient compte des caractéristiques politiques, géographiques et autres du lieu d'affectation concerné. L'ONU utilise un système mondial de gestion de la sécurité, composé des cinq phases suivantes :</p> <p>Phase un - mesures de précaution : avertir le personnel que les conditions de sécurité dans le pays ou dans une partie du pays sont telles que la prudence est de mise. Tout déplacement vers le lieu d'affectation est soumis à l'autorisation du Responsable désigné.</p> <p>Phase deux - limitation des déplacements : tous les membres du personnel et membres de leurs familles sont priés de demeurer à leur domicile jusqu'à nouvel ordre. Aucun déplacement en direction ou à l'intérieur du pays n'est permis, sauf s'il s'agit d'un déplacement jugé indispensable</p>	
UNTAET	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental	
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>	
VCT	Vivres contre travail	
VIH/SIDA	Virus d'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise	
VNU	Volontaire des Nations Unies	
WSP International	Précédemment WSP - Projet pour les sociétés déchirées par la guerre	